

Marché n°B131

**Marché de Prestations de services
d'Aménagement des mesures
compensatoires et de petits
terrassements, hors emprises, du projet
du CSNE**

CCAP

Commun à tous les lots

Annexe 6

Tableau des pénalités applicables

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	B131	T	C	MARC	ACHA	CSNE_	CCAP	2000-07	A



SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES SUR LES PENALITES	2
2. NATURE ET MONTANT DES PENALITES	1





1. DISPOSITIONS GENERALES SUR LES PENALITES

L'ensemble des pénalités définies au présent marché sont fermes et non révisables. Ces pénalités viennent en diminution du montant des acomptes mensuels.

Les pénalités indiquées sont considérées comme conservatives des droits du Maître d'Ouvrage. Ainsi, le MOA se réserve le droit de substituer à la pénalité, le montant du préjudice subi du fait du défaut du Titulaire de l'une quelconque de ses obligations.

Les pénalités ne sont pas soumises à TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables sans mise en demeure préalable. Il en va de même des autres pénalités.

Lorsque les pénalités sont évaluées en jours de retard, les jours considérés sont des jours calendaires.





2. NATURE ET MONTANT DES PENALITES

Nature de la pénalité	Montant applicable
Pénalités de retard d'exécution	
Période de préparation :	1 000 €, par jour de retard.
Travaux correspondants aux délais partiels :	500 €, par jour de retard.
Travaux de réalisation des aménagements des cours d'eau :	500 €, par jour de retard.
Autres travaux notifiés par ordre de service et assortis de délais d'exécution :	250 € par jour de retard
Délai global d'exécution :	1/3 000e du montant hors taxes du marché, par jour de retard.
Pénalités pour manquement à la sécurité	
En cas de situation de « danger grave et imminent » entraînant l'arrêt du chantier	5 000 € par situation constatée.
En cas de non-respect d'une disposition prévue au PGCSPS, au PPSPS ou tout autre manquement relatif à la sécurité	5 000 € par situation constatée.
Pénalités pour manquement à l'environnement	
<u>Catégorie 1 - Comportement ou action sans conséquence sur l'environnement :</u> <ul style="list-style-type: none">○ Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets)○ Mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets sur le chantier○ Non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché	2 000 € par infraction constatée.

Nature de la pénalité	Montant applicable
<p><u>Catégorie 2 - Atteintes à l'environnement réparables en nature :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pénétration des engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées ○ Coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du gestionnaire des espaces verts ou à défaut du Maître d'œuvre ○ Émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs ○ Dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés ○ Absence ou insuffisance de nettoyage des voiries publiques empruntées ○ Stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche ○ Non-respect des modalités de gestion et de traitement de chaque type d'eau sur le chantier conformément à la procédure validée par le Maître d'œuvre en phase de préparation ○ Défaut ou absence d'entretien de dispositifs provisoires de traitement des eaux ○ Défaut d'entretien, de nettoyage ou d'arrosage d'une piste de chantier générant des poussières ○ Défaut ou absence d'entretien de dispositifs de protection des zones humides impactées temporairement ○ Non-respect des dispositions prévues dans les procédures d'exécution et documents validés en VISA par la MOE ○ Non-respect de toutes autres dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 	<p>5 000 € par infraction constatée.</p>

Nature de la pénalité	Montant applicable
<p><u>Catégorie 3 - Atteintes à l'environnement non réparables en nature</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Destruction d'espaces présentant des enjeux écologiques à protéger (espaces balisés en amont et dont le balisage est entretenu par le Titulaire, zones d'évitement identifiées dans la notice de respect de l'environnement et du développement durable) ○ Non-respect des périodes de restriction de travaux définies dans l'arrêté d'autorisation environnementale ou à défaut dans la notice de respect de l'environnement et du développement durable ○ Non-respect, sans accord préalable du Maître d'œuvre, du phasage des travaux prévu dans l'arrêté d'autorisation environnementale ou à défaut dans la notice de respect de l'environnement et du développement durable ○ Non indication à la Maîtrise d'Ouvrage de découverte fortuite d'espèces protégées ○ Nettoyage sauvage, avec rejet direct dans le milieu aquatique ou à ses abords, des engins et matériels enduits de béton (toupies, pompes, etc.) ○ Non-respect des restrictions liées à la présence d'un périmètre de captage d'alimentation en eau potable 	<p>10 000 € par infraction constatée.</p>
Pénalités pour manquement aux obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé	
Pénalité pour retard de transmission des documents requis par la législation	150 € par jour de retard et par document.
Pénalités pour irrégularité relativement à la législation sur le travail dissimulé	1 000 € par travailleur en situation irrégulière et par jour.
Pénalités pour autres manquements aux obligations du titulaire	
Pénalité pour absence aux réunions	500 € par absence.
Pénalités pour retard dans le remplacement du mandataire du groupement en cas de défaillance de celui-ci	2 000 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard.
Pénalités pour retard dans le remplacement des profils-clés	500 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard.

Nature de la pénalité	Montant applicable
Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus pendant la période de préparation	200 € par document manquant et par jour de retard.
Pénalités pour retard dans la mise à jour des documents relatifs aux aspects QSSE (dont PPSPS, registre journal,), logistique et traçabilité	200 € par document manquant et par jour de retard.
Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus au titre des études d'exécution	200 € par document manquant et par jour de retard.
Pénalités pour démarrage des travaux sans document d'exécution approuvé	2 000 € par jour de travail effectué.
Pénalités pour non remise des avant-métrés travaux et définitifs	200 € par jour de retard.
Pénalité pour non remise des Sous-détails de prix	200 € par jour de retard et par sous-détail de prix.
Pénalité pour non remise des documents à fournir après exécution	200 € par document manquant et par jour de retard.
Pénalités pour destruction de bornes ou de repère de limite d'emprise	500 € par destruction constatée.
Pénalité pour défaut de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux	2 500 € par jour de retard.
Pénalité pour défaut de traçabilité des matériaux	<ul style="list-style-type: none"> ○ 200 € par jour de retard, en cas de défaut de transmission des informations requises, ○ 500 € par jour de retard, en cas de transmission d'information erronées.
Utilisation d'un itinéraire routier interdit	1 000 € par infraction constatée.
Pénalités relatives à des défauts liés à la gestion des sous-traitances ou du personnel	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1 000 € par jour de retard ○ Données à caractère personnel : 5000 € par défaut constaté ○ Insertion par l'activité économique : 50 € par heure d'insertion non réalisée
Pénalités pour non-rectification des défauts constatés pendant la GPA	500 € par défaut constaté et par jour de retard par rapport au délai fixé par le Maître d'œuvre.

Nature de la pénalité	Montant applicable
Défaut de recours à un interprète	150 € par jour de défaut constatée.
Retard dans l'information de l'entreprise vers le MOA (DPTE) de la mise en œuvre de toute installation ou modification majeure d'emprise de travaux impactant l'environnement et les riverains du chantier ainsi que les dispositifs de communication chantier	500 € par semaine dépassée
Retard dans l'information de l'entreprise vers le MOA (DPTE) de toute décision de travaux perturbant l'environnement et les riverains des chantiers, de toute demande d'arrêt de voirie	500 € par semaine dépassée
Autres pénalités	Dans le cas de non-respect d'une obligation quelconque du Titulaire autre que les défauts mentionnés ci-dessus, le titulaire encourra une pénalité pour chaque défaut de 500 € par jour de retard



Partenaires financiers



Cofinancé par
l'Union européenne



[www.
canal-seine-
nord-europe.fr](http://www.canal-seine-nord-europe.fr)